

LETONIE

Déclaration de Mme Dana Reizniece-Ozola

Gouverneure représentant la République de Lettonie

Remarques générales

J'aimerais tout d'abord remercier les autorités jordaniennes d'accueillir cette Assemblée annuelle.

En vingt-sept ans d'existence, la BERD a toujours réussi à soutenir la transformation politique et économique de ses pays d'opérations, affichant des résultats remarquables, malgré les temps troublés, un contexte changeant et les tensions géopolitiques. Nous pensons que la Banque n'a rien perdu de sa pertinence et que, forte de l'expérience accumulée, de sa connaissance des pays et de sa présence sur le terrain, elle est la mieux placée pour continuer d'assurer la mission qui est la sienne, en encourageant la transition vers des économies de marché performantes dans son actuelle région d'opérations.

Les résultats de 2017

Pour fonctionner efficacement, la Banque doit avant toute chose être financièrement viable. Dans un contexte mondial politique et économique difficile, elle a une fois de plus réussi à obtenir de remarquables résultats, totalisant 9,7 milliards d'euros d'investissements et 412 projets signés en 2017. Nous saluons les bonnes performances financières de la BERD, qui se sont traduites par un bénéfice de près de 800 millions d'euros, la confirmation de la note AAA, de solides résultats en matière de transition et des progrès dans la mise en œuvre du Programme de transition vers une économie verte.

L'année 2017 aura été marquée par l'arrivée de nouvelles économies au sein de la Banque. Le Liban est devenu actionnaire et pays d'opérations, ce dont nous nous réjouissons, et nous accueillons favorablement l'engagement de la Banque en Cisjordanie et à Gaza. Nous sommes également très heureux de la reprise des activités de la BERD en Ouzbékistan.

Perspectives d'avenir

Nous notons avec satisfaction que la Banque a su s'adapter à un contexte en évolution, notamment en révisant en 2016 son concept de la transition pour mieux définir ce qui constituait une transition réussie vers l'économie de marché, à l'aune d'un ensemble de qualités bien précises. Les résultats ont toutefois été inégaux au sein de la région. Le potentiel d'action de la BERD dans sa région d'opérations actuelle est loin d'être épuisé, même dans les pays aux stades avancés de la transition, où subsistent des écarts contre lesquels la Banque, forte de son nouveau concept de la transition, est désormais à même d'agir de façon plus efficace. Les capacités capitalistiques sont là.

Les ressources humaines et les initiatives de dialogue sur les politiques à mener correspondantes doivent être mises en œuvre, ainsi que les outils innovants adaptés, pour renforcer les capacités d'obtenir des résultats dans ces pays. Nous prions donc instamment la Banque de réaliser un **examen stratégique**, pays par pays, visant à déterminer le potentiel des marchés, afin d'optimiser l'impact sur la transition et l'utilisation du capital dans son actuelle région d'opérations, en identifiant les contraintes, en préconisant les moyens de les surmonter, et en veillant à ce que les stratégies par pays soient intégralement appliquées, conformément aux engagements pris et aux attentes des actionnaires. Les activités opérationnelles de la Banque, aussi bien à court qu'à moyen terme, devront prendre en compte les conclusions de cette étude.

Ceci étant dit, toute discussion sur une **éventuelle expansion géographique** de la BERD au-delà de sa région d'opérations actuelle est prématurée et nous ne pouvons être favorables à un examen de la faisabilité d'un tel élargissement. Banque régionale de développement, la BERD doit se concentrer sur ses atouts et maximiser, dans la mesure du possible, son impact dans sa région d'opérations. Cette action ne peut ni ne doit être menée parallèlement à l'exploration d'autres options.

Dans le cadre des débats plus larges en cours sur **l'architecture financière européenne et mondiale**, nous sommes convaincus qu'une plus grande complémentarité et une plus forte cohérence sont nécessaires entre les différentes institutions financières internationales, en évitant une concurrence malsaine, tout en mettant pleinement à profit le savoir-faire et les atouts de chacune de ces institutions pour atteindre des objectifs communs et optimiser l'impact conjugué, dans le respect de leurs mandats respectifs.

Située au cœur du mandat de la Banque, la transition est déjà en soi un processus long et complexe, mais il est encore plus difficile d'assurer sa résilience et son caractère durable. Des revers peuvent survenir, de même que des revirements politiques, qui prouvent que la transition n'est pas encore achevée et assurée. La Banque doit plus que jamais s'en tenir au **mandat politique** unique en son genre qui est le sien, renforçant les engagements et les progrès vers la démocratie pluraliste, le pluralisme et l'état de droit. Ces principes ne doivent pas être dilués et nous devons pouvoir parler ouvertement demain des écarts relevés par rapport aux progrès de la transition et au respect des critères politiques.

La Lettonie et la Banque

Depuis qu'elle a retrouvé son indépendance en 1991, la Lettonie a toujours considéré la Banque comme un partenaire fiable, présent dans les temps de croissance économique et, ce qui est plus important encore, dans les moments d'hésitation. La BERD reste complémentaire dans des secteurs tels que l'efficacité et la sécurité énergétiques, la compétitivité et l'innovation. L'initiative récemment lancée avec succès à l'instigation de la BERD en faveur de la mise en place de marchés financiers

communs aux pays de la Baltique est la preuve qu'il existe un potentiel inexploité d'engagement supplémentaire et de dialogue sur les politiques à mettre en œuvre dans notre région.

L'internationalisation des entreprises locales et les investissements transfrontaliers, en particulier entre pays se trouvant à différents stades de la transition, doivent faire l'objet de l'attention requise. Nous espérons que la stratégie concernant notre pays sera vigoureusement mise en œuvre au cours des années à venir.